



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Action pour la défense de l'emploi industriel le 21 janvier 2021, une autre solution est possible !

Depuis plusieurs années maintenant, les salariés de la filière automobile sont victimes des **stratégies industrielles** qui ne répondent jamais aux besoins de la population, mais s'attaquent plutôt aux capacités de production et de recherche sur l'hexagone, pressentent l'emploi et sa qualité. Le **but final : dégager toujours plus de profits pour les actionnaires et les grands patrons.**

Les baisses de volumes de ventes de véhicules neufs constatées depuis août 2020 et confirmées sur octobre n'ont pas pour seule conséquence directe la crise de la Covid. **Le mal est plus profond.** Cette « **épidémie** » de baisse des volumes a commencé dès la fin 2019. Depuis des années, des remèdes sont proposés par les pouvoirs publics : charte automobile, engagement développement et compétences (EDEC), etc... ou encore le **dernier plan de soutien de quelques huit milliards d'euros** à la filière automobile, annoncé par M. Macron **le 26 mai dernier.**

La Fédération CGT des Travailleurs de la Métallurgie et l'Union départementale CGT de la Vienne constatent que la filière se trouve, malgré tout, toujours plus fragilisée, en attestent tous les PSE et délocalisations depuis l'annonce du dernier plan de relance. Ces aides publiques allouées à la relance du secteur sont détournées par les constructeurs, pour assurer, soit des dividendes plus importants aux actionnaires ou pour la spéculation qui participe à la financiarisation au détriment de l'industrie.

Pour la CGT, leur but premier devrait être de rendre plus accessible les véhicules en termes de prix et de pérenniser la filière sur l'hexagone. **Nous doutons donc fortement de l'efficacité d'un soutien basé uniquement sur des aides publiques au profit des entreprises** et ce, **sans contrôle ni une réelle contrepartie. Nous condamnons** également la politique des constructeurs qui poussent dans la recherche une rentabilité immédiate et n'ont aucun scrupule à **réduire leurs effectifs ou encore à contraindre les sous-traitants en délocalisant pour toujours plus de profits.**

D'ailleurs, dans la filière fonderie, l'étude Roland Berger illustre pleinement la stratégie mise en œuvre, avec la restructuration, des fermetures de sites et de suppressions d'emplois en perspective dans toute la filière. Cela a trop souvent des conséquences dramatiques dans des bassins d'emplois comme celle de Saint

Claude dans le Jura où la société MBF Aluminium est en redressement judiciaire depuis le mercredi 4 novembre.

La Vienne paie, elle aussi, **un lourd tribut** sur l'emploi de la filière automobile et sur la désindustrialisation en général.

Après Iso Delta, MECAFI, c'est à présent les Fonderies du Poitou et Thales qui subissent un **Plan massif de destruction d'emplois**.

Cela impact directement 800 emplois et indirectement 3000 travailleurs sur le bassin Châtelleraudais.

Pour la Fonderie du Poitou Fonte, **après plusieurs mois de lutte et de chômage partiel, éprouvants pour les salariés et leur famille**, c'est à présent l'annonce de la fin d'activité : **292 postes seraient supprimés**.

Nous condamnons cette stratégie patronale de réduire les capacités de production avec le soutien des pouvoirs publics, consistant à délocaliser la production au titre de la rentabilité immédiate.

Pour la CGT, l'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population. Que deviendrait un département comme la Vienne sans une industrie et des services publics forts pour son développement économique ?

Pour toutes ces raisons et afin de porter haut et fort nos revendications, la CGT organise une journée de mobilisation avec un rassemblement et souhaitons organiser une conférence de presse devant la Fonderies du Poitou le 21 janvier à 12H30.

Montreuil, le 07 janvier 2020